

Aux soubassements de la crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des institutions publiques

M. Razafindrakoto et F. Roubaud*

Trois ans après l'élection toujours contestée de Paul Biya en 2018, la situation politique est restée très tendue au Cameroun. En fait, elle s'est sévèrement dégradée dès 2016, avec notamment la résurgence des vellétés sécessionnistes des deux régions anglophones, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Quelles étaient les bases sociales et politiques des tensions qui parcourent ces deux régions au moment de son déclenchement ? Pour ce faire, nous mobilisons principalement une enquête statistique originale menée auprès de la population fin 2014 sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité (GPS-SHaSA), réalisée avec l'appui scientifique des auteurs juste en amont des événements. L'article montre que la situation n'était pas que le reflet de stratégies individuelles d'entrepreneurs politiques en mal d'assises électorales et sans ancrage populaire sérieux. La crise anglophone reflète bien des aspirations démocratiques d'une population qui se considérait comme des citoyens de seconde zone. Certes, sur de nombreux aspects les anglophones ne se distinguaient pas substantiellement de leurs homologues francophones ; ils ne vivaient pas des difficultés plus aigües au quotidien, ni ne se montraient forcément plus négatifs. En revanche, il est un domaine où la « question anglophone » prenait corps : la défiance massive à l'égard du pouvoir et des institutions publiques.

Introduction

En 2021, sous le 7^e mandat de Paul Biya, le Cameroun s'enfonce dans une crise politique qui affecte en particulier les deux régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Sur le front économique, le Cameroun vit dans un entre-deux, avec des performances en demi-teinte qui contrastent fortement avec la dynamique retrouvée (pré-pandémie) à l'échelle du continent depuis les années 2000. Le pays n'a pas réussi à amorcer sa transition post-pétrolière, en dépit de l'épuisement de la rente, et le diagnostic que nous faisons dès le milieu des années 1990 (Roubaud, 1994 ; Aerts et al., 2000) reste le même deux décennies plus tard, comme si rien n'avait changé. Chauvin (2012) parle de « croissance molle » et appelle de ses vœux la transformation structurelle tant attendue et l'émergence d'un secteur industriel plus dynamique. Le léger rebond observé au tournant des années 2015 (autour de 5 % de croissance annuelle) ne change pas fondamentalement la donne, et la croissance s'est à

nouveau ralenti à partir de 2017. Elle a été de 3,7 % en 2019, et pourrait revenir à ce niveau en 2021, après une contraction de -2,4 % en 2020, la pandémie ayant durement affecté le Cameroun (BAD, 2021).

Sur le plan politique, le diagnostic semble être à l'avenant, comme le souligne le titre du dossier spécial consacré au Cameroun par la revue *Politique africaine* : « Cameroun : l'État stationnaire » (Eboko et Awondo, 2018). Le président s'est maintenu au pouvoir depuis près de quatre décennies, bon gré, mal gré, avec une mainmise du pouvoir et du « parti-État » sur la société. L'opposition est d'abord muselée dans la décennie 1990, puis divisée, comme en atteste la présence des huit candidats qui ont finalement concouru à la dernière élection d'octobre 2018, une élection activement contestée jusqu'à ce jour. La victoire n'a été qu'une formalité sur le papier pour le Président en exercice. Ce dernier a obtenu 71 % des voix, contre 14 % à Maurice Kamto, arrivé en deuxième position, dans un contexte de forte abstention (46 %). Mais cet immobilisme n'est que de façade. La situation politique s'est

* Mireille Razafindrakoto est directrice de recherche à l'IRD-Dial razafindrakoto@dial.prd.fr et François Roubaud est directeur de recherche à l'IRD-Dial roubaud@dial.prd.fr. Les auteurs tiennent à remercier l'INS du Cameroun pour avoir conduit l'enquête GPS-SHaSA, leur avoir donné accès aux données et fait des commentaires sur une version préliminaire de ce papier, ainsi que Fred Eboko et Marc Raffinot pour leurs suggestions judicieuses.

singulièrement dégradée au Cameroun ces dernières années. A la crise larvée d'un pouvoir qui se survit à lui-même en donnant l'impression d'être à la fois à bout de souffle et en même temps capable de durer encore longtemps, deux fractures ouvertes sont venues fragiliser le système : les incursions récurrentes de Boko Haram à l'Extrême-Nord et la contestation ouverte des deux régions anglophones depuis 2016 ; auxquelles on pourrait ajouter la dangereuse proximité des milices centrafricaines à l'Est et en interne la dégradation de la situation suite à l'élection présidentielle contestée de 2018. L'issue de ces multiples sources de déstabilisation est incertaine pour le pouvoir en place, voire pour l'avenir du pays tout entier. Assiste-t-on au début de l'éclatement du Cameroun post colonial, vers le chaos comme dans d'autres pays de la région, ou au contraire ces sources serviront-elles de ferment à une restauration autoritaire qui permettra de gérer, dans la continuité (ou pas), les jeux de succession en cours ? La situation présente est imprévisible et potentiellement explosive, menaçant chaque jour de dégénérer en une déflagration généralisée. Au-delà de tensions localisées, quelle est la véritable ampleur de la crise camerounaise ? Reflète-t-elle des divisions plus profondes au sein de la société dans son ensemble, et suivant quelles lignes de fractures (politiques, communautaires, socio-économiques, etc.) ? La crise résulte-t-elle principalement de stratégies de la classe politique en déphasage avec les attentes citoyennes ? Le mode de fonctionnement des institutions répond-il aux aspirations de la population ? Y a-t-il un hiatus entre l'offre et la demande de gouvernance démocratique qui serait une source d'instabilité structurelle sous-jacente ?

Telles sont les différentes interrogations auxquelles on cherchera à répondre dans cet article, en nous centrant sur la question de la tentation sécessionniste des deux régions anglophones du pays (le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, sachant qu'on verra que la première est l'une des régions les plus riches du pays, tandis que la seconde fait partie des plus pauvres). Il s'agira de cerner dans quelle mesure « la question anglophone » relève de l'agitation d'un groupe déconnecté de la population ou si elle travaille la scène camerounaise plus en profondeur et à la base. Nous nous centrerons sur les origines de la crise anglophone, c'est-à-dire à l'état de la situation juste avant le déclenchement du conflit ouvert en 2016. Ses développements ultérieurs ne seront abordés qu'à la marge. Ils ne constituent pas l'objet de cet article, le diagnostic étant d'autant plus difficile à établir que les données font largement défaut.

Nous mobiliserons à titre principal une enquête de première main sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité (GPS-SHaSA) réalisée fin 2014 par l'Institut national de la statistique (INS) du Cameroun, avec l'appui scientifique des auteurs. Elle présente l'avantage majeur de donner un aperçu détaillé de la situation juste avant l'ouverture des hostilités.

L'enquête porte sur un échantillon de plus de 5 000 personnes, le plus large jamais réalisé dans ce pays pour une enquête de ce type, représentatif de l'ensemble de la population au niveau national et des 10 régions. Pour approfondir et conforter les analyses, on exploitera plus marginalement les résultats disponibles des enquêtes Afrobaromètre conduites au Cameroun, afin d'apprécier la robustesse de nos résultats et de fournir quelques éléments de dynamique (2013-2017).

D'un point de vue méthodologique, c'est la première fois qu'une approche quantitative est adoptée pour analyser le complexe large de la paix, la sécurité, et la gouvernance démocratique ainsi que les réalisations économiques de manière intégrée. Cette approche fournit un complément d'enquête en mobilisant un nouvel instrument d'administration de la preuve, à côté de travaux de terrain de type qualitatif, parfois plus approfondis mais par nature plus pointillistes. Elle permet aussi de creuser de nouvelles hypothèses telles que la complexité des liens entre les facteurs économiques et socio-politiques, ou encore entre les perceptions et les expériences de l'insécurité par exemple.

La première partie de cet article pose quelques éléments de cadrage : nous présentons brièvement le contexte socio-politique camerounais en nous centrant sur la question anglophone ; le cadre et la méthodologie des enquêtes sont également exposés. La deuxième partie propose un état des lieux en matière de discrimination, de sécurité individuelle, ainsi que des actions mises en œuvre par les forces de l'ordre pour y répondre. L'objectif est d'identifier si les régions anglophones se distinguaient et souffraient de difficultés spécifiques dans ces domaines. La troisième partie se penche sur les sentiments de la population à l'égard du pouvoir. Quelle est son appréciation et son degré de confiance à l'égard des institutions, notamment celles relatives aux fonctions régaliennes de l'État ? L'analyse du point de vue des citoyens donne les moyens d'étudier l'origine des mécontentements et le terreau populaire qui entretient la crise en cours. Les enseignements de l'étude sont proposés en conclusion.

Le contexte socio-politique camerounais et les sources mobilisées

La « question anglophone » : retour sur une thématique ancienne

Ce qu'il est convenu d'appeler la « question anglophone », qui a resurgi dans le débat camerounais au tournant de l'année 2016 (Kenfo, 2017) est aussi ancienne que le Cameroun lui-même. Son acuité fluctue au fil du temps, au gré des événements avec ses poussées de fièvre récurrentes, mais elle se maintient en toile de fond, inscrite dans le temps long de l'histoire même du pays (Le Vine, 1984). Nous traçons ici les

linéaments, dont un rapport de l'*International Crisis Group* consacré à ce sujet constitue une excellente synthèse (ICG, 2017).

Dès 1919, la Société des Nations (SDN) a confié à la France et au Royaume-Uni l'administration du protectorat allemand du « Kamerun ». Chacun des deux pays impulsa sa marque (linguistique, culturelle et institutionnelle) sur les parties du territoire dont il avait la charge. La partie francophone (dite à l'époque du « Cameroun méridional ») obtient son indépendance en 1960 et constitue la République du Cameroun. Le devenir de la partie britannique (le Cameroun dit « occidental »), elle-même constituée de deux territoires (le *Northern Cameroon* et le *Southern Cameroon*), est plus compliqué, notamment du fait de l'exclusion par la « communauté internationale » de l'époque et l'Organisation des Nations unies (ONU) de l'hypothèse d'une indépendance qui avait a priori les faveurs des populations. Alors que le *Northern Cameroon* demande son rattachement au Nigéria, lors du référendum de 1961, le *Southern Cameroon* choisit de rejoindre la République du Cameroun. Ce dernier territoire correspond aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest actuel. Depuis cette date, ces origines coloniales différentes n'ont cessé de se traduire en manifestations et en revendications plus ou moins régulières et émergées d'une identité à part (Jacques, 1972).

Dès le processus de rattachement, les termes du mode d'intégration ont été contestés, certains groupes élitaires (autour de la figure d'Endeley, chef du *Kamerun National Congress*) plaident pour l'option nigériane. Alors que les négociateurs anglophones penchent pour un État fédéral lors des négociations avec le président Ahidjo en juillet 1961, le vote de la Constitution n'accorde que peu de prérogatives aux deux États fédérés, au bénéfice de l'État fédéral ; prérogatives qui ne cesseront d'être grignotées sous Amadou Ahidjo (1960-1982) puis Paul Biya (1982 à ce jour). Les deux présidents n'auront de cesse que d'accroître le pouvoir de l'État central, et le leur par la même occasion (Bayart, 1985). Dès 1961, le découpage du pays en six régions administratives est un premier pas visant à minorer le poids politique des anglophones. La promulgation d'un certain nombre de mesures économiques (comme l'adoption du franc CFA), mais aussi de normes plus ou moins symboliques (le système métrique ou la conduite à droite), met clairement en évidence la volonté d'effacer le legs colonial britannique porté par les anglophones. Le président Ahidjo pousse à la création d'un parti unique (1966), et à l'issue d'un référendum, le fédéralisme est officiellement remplacé par l'État unitaire le 20 mai 1972. Cette date du 20 mai devient la fête nationale en lieu et place de la date de l'indépendance du Cameroun méridional, obtenue le 1^{er} janvier 1960. Cette unification a aussi comme conséquence, ou peut-être pour objectif, de fracturer la capacité de résistance des élites locales, certaines fractions cherchant à s'intégrer

au pouvoir pour continuer à jouir des rentes qu'il procure. La frustration de la partie anglophone est d'autant plus profonde, que ces changements s'inscrivent dans un contexte global d'autoritarisme croissant et de limitation des libertés publiques, sous couvert de lutte contre le mouvement révolutionnaire de l'UPC (Bayart, 1985). S'impose alors un régime répressif, où les anglophones se sentent de plus en plus marginalisés, voire victimes de traitements jugés discriminatoires et humiliants de la part des hommes politiques locaux comme des citoyens ordinaires. Le recul du pouvoir des anglophones nourrit en réaction un sentiment de minorité défavorisée et renforce celui d'une identité partagée. Le début des années 1970 marque l'apparition de mouvements contestataires fortement réprimés.

L'ère Biya, amorcée en 1982, ne fait que renforcer la tendance centralisatrice, assimilationniste et néo-patrimoniale de l'État. Si la politique à l'égard des anglophones s'inscrit dans le cadre plus général de la gestion ethnique du pays impulsée par le Président, elle fait l'objet d'un traitement spécial. En 1983, la région anglophone est scindée en deux provinces, qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Jouant des injonctions du Fonds monétaire international (FMI), la *Cameroon Development Corporation*, est privatisée, les structures para-étatiques œuvrant en zone anglophones comme le *West Cameroon Marketing Board*, la *Cameroon Bank* ou *Powercam* sont démantelées, tandis que le système éducatif est unifié consacrant la prééminence du modèle francophone. Au début des années 1990, l'émergence du *Social Democratic Front* (SDF), et de sa figure tutélaire, Ni John Fru Ndi, rendue possible par le retour du multipartisme, donne un nouveau souffle à la communauté anglophone dans le champ politique. Si le nouveau parti est favorable au fédéralisme et porte ses revendications, il dépasse rapidement sa base, pour séduire une partie des francophones, dans un contexte de crise économique persistante et de recul démocratique. À tel point, qu'il fait quasiment jeu égal avec le RDPC, parti dominant, aux élections présidentielles de 1992, avec respectivement 37 % et 39 %, sans que l'on sache qui est véritablement arrivé en tête, compte tenu de fraudes massives, plus ou moins avérées. Le SDF prend une place hégémonique sur la scène politique anglophone, revendiquant un fédéralisme à quatre États, plus consensuel que la sécession ou le fédéralisme à deux États. Cette position de compromis, favorise l'émergence de mouvements plus radicaux du côté anglophone, allant jusqu'à la revendication de l'action violente (ICG, 2017).

Néanmoins, la multiplication des acteurs et des revendications plus extrêmes (jusqu'à la déclaration d'Indépendance, plus symbolique que réelle, de l'*Ambazonia Republic* sur radio Buea en 1999 par le SCNC (*Southern Cameroons National Council*)) s'est traduite par un émiettement des forces, et finalement par l'affaiblissement progressif du SDF tout au long des années 1990-2000, tandis que le projet centralisateur

marginalisant toujours un peu plus les régions anglophones a poursuivi sa route pluri-décennale.

C'est dans ce contexte de conflictualité larvée, en dehors d'opérations « villes mortes » sporadiques et de revendications ponctuelles portées par la diaspora, que la crise a éclaté en octobre 2016 (Nyamnjoh, 2017). Elle a débuté par une grève des avocats anglophones, contestant la « francisation » et la francophonisation du droit et de la justice, ce qui paradoxalement revient à faire du legs colonial britannique de la *Common Law* un élément d'identité (et symétriquement pour les francophones). La répression d'une manifestation pacifique organisée à Bamenda met le feu aux poudres le 8 novembre 2016. Les enseignants se mettent à leur tour en grève pour des raisons similaires, entraînant les étudiants dans leur sillage, avec un nouveau cycle de violences et d'émeutes avec leur lot de blessés et de morts. Du Nord-Ouest où elle était initialement cantonnée, la contestation s'étend au Sud-Ouest et prend un tour plus général et ouvertement politique et anti-gouvernemental. Les mots d'ordre sécessionnistes se diffusent, tandis que les incidents violents de part et d'autre se multiplient ruinant les tentatives de négociations. Début 2017, le gouvernement coupe internet, qui sera inaccessible pendant trois mois, les transferts d'argent sont bloqués, tandis que les arrestations d'opposants et les exactions des forces de sécurité se généralisent. La radicalisation du mouvement (incendies de bâtiments administratifs, opérations villes mortes et opérations punitives pour ceux qui ne suivent pas les consignes) amène les autorités à prendre des mesures de conciliation pour apaiser la colère : création d'une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, d'une section de *Common Law* à la Cour suprême et à l'ENAM¹, recrutement d'enseignants et de magistrats anglophones, rétablissement d'internet, etc. dans un contexte de méfiance réciproque.

En 2017, les choses semblaient être rentrées dans l'ordre, en apparence. Les conséquences économiques de la crise de 2016, la répression, les concessions, l'absence de débouchés politiques aux revendications, l'éternelle division des élites anglophones, partagées entre celles qui souhaitent un autre statut à l'intérieur ou à l'extérieur du Cameroun d'aujourd'hui et celles qui veulent composer avec le système en place, la menace du chaos sécessionniste brandie par les autorités, ont eu provisoirement raison du mouvement. Néanmoins, le progressif retour au calme a été suivi d'un nouvel embrasement, le conflit muant en une insurrection armée. Depuis la fin 2017, la zone a connu une recrudescence d'accrochages violents entre une minorité d'activistes armés et les forces de sécurité, provoquant de nombreux morts des deux côtés, et des centaines de milliers de déplacés et de réfugiés (ICG,

2019). Les élections présidentielles de 2018 sont venues compliquer la donne. Sa contestation a conduit à l'emprisonnement de M. Kamto en 2019, ce dernier affichant des positions plus conciliantes à l'égard des parties anglophones, puis au boycott des élections municipales et législatives de 2020 par l'opposition. La controverse, dramatiquement attisée par les réseaux sociaux, a pris un tour ethnociste, revivifiant la rivalité ancienne entre Bamilékés et Bétis/Bulus. Les tentatives de concession partielles du pouvoir avec en 2019 la tenue du Grand dialogue national puis l'adoption d'un statut spécial des deux régions anglophones ont fait long feu : chacun des acteurs campe sur ses positions (séparatisme, fédéralisme, régionalisme, décentralisation, statu quo), sans perspective de conciliation en vue.

Fin 2019, on comptait environ 3 000 morts et 170 villages détruits (ICG, 2020). 1,3 million de personnes avaient été affectées par les violences, 680 000 personnes déplacées internes, soit environ 15 % de la population (OCHA, 2019), tandis que 60 000 avaient fui au Nigéria. Sur la base d'un exercice de simulation, la Banque mondiale (2021) estimait les pertes économiques à environ 30 % du produit intérieur brut (PIB) des deux régions en 2019 (et un peu plus de 4 % au niveau national), par rapport à ce qui se serait passé sans la crise. Y a-t-il un « problème anglophone », comme l'affirmait le Premier ministre à Bamenda en 2017, ou au contraire celui-ci est-il une fiction comme le déclarait dans le même temps le ministre et secrétaire permanent du conseil national de sécurité, lui-même anglophone ?

L'objet de cet article est d'apporter des éléments de réponse à cette question récurrente qui se pose au Cameroun depuis l'indépendance, en mobilisant des données empiriques de première main pour l'étayer. Plus spécifiquement, on cherchera à savoir si les tensions des cinq dernières années (2016-2021) sont le seul fait de minorités agissantes et des élites politiques dans leur course au pouvoir, ou s'il existe un substrat profond qui divise la population, en explorant les lignes de fracture éventuelles. S'il existe une « identité anglophone » (Koenings et Nyamnjoh, 2003), comment celle-ci s'exprime-t-elle chez les citoyens ordinaires ? Avec un jeu de questions associées : dans quelle mesure le mode de fonctionnement des institutions répond-il aux aspirations de la population ? Existe-il un hiatus entre l'offre et la demande de démocratie qui serait source d'instabilité ? Les anglophones sont-ils réellement des citoyens de seconde zone, comme cela est souvent avancé ? Au quotidien, souffrent-ils plus que d'autres de discriminations en tout genre susceptibles d'expliquer un sentiment de déclassement souvent mis en avant ?

¹ Ecole nationale d'administration et de magistrature du Cameroun.

Les données mobilisées

Pour éclairer ces questions, cet article s'appuie principalement sur les données d'une enquête mise en œuvre fin 2014, donc avant la crise de 2016, auprès de la population du Cameroun. Cette enquête, qui porte sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité (enquête GPS-SHaSA), a été réalisée par l'INS du Cameroun, avec l'appui scientifique des auteurs, et le soutien financier du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'enquête a été menée sur un échantillon de 5 044 personnes, représentatives de la population adulte du Cameroun, au niveau national, régional et suivant le milieu de résidence (urbain/rural). Les données apportent des informations précises et originales aussi bien sur l'expérience que sur la perception de la population quant au fonctionnement de la démocratie, à la confiance à l'égard des institutions publiques, aux aspirations des citoyens, à leur implication et à leur participation dans la prise de décisions, la criminalité, la violence, les conflits et leurs modes de résolution (INS, 2016). Concernant le jeu de variables objectives portant sur des expériences vécues par la population, le module GPS-SHaSA peut être considéré comme une extension au champ de la gouvernance des enquêtes de victimation déjà standardisées dans le domaine de la criminalité. Enfin, ce module thématique étant intégré à l'enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4), les données GPS (expériences et perceptions) peuvent être croisées avec une très large palette de caractéristiques socio-démographiques, autorisant des désagréments au niveau le plus fin. Il s'agit de la plus grande enquête statistique jamais réalisée sur ce thème au Cameroun.

Le module GPS-SHaSA s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large couvrant l'ensemble du continent et dont le Cameroun est un des pays pilotes. Conduite par l'Union africaine depuis 2012, l'initiative GPS-SHaSA vise à développer des instruments de mesure de la Gouvernance, la Paix et la Sécurité, harmonisée à l'échelle de l'Afrique, à les expérimenter et à les institutionnaliser en tant que composante de la Stratégie d'Harmonisation de la Statistique en Afrique (SHaSA). Une méthodologie a été élaborée avec l'appui scientifique des auteurs (Razafindrakoto et Roubaud, 2015). Elle comprend entre autres, la conception d'un module d'enquête GPS, ce dernier ayant vocation à être greffé sur des enquêtes socio-économiques auprès des ménages conduites par les INS de chacun des pays. Cette technique reprend une méthodologie expérimentée pour la première fois par les auteurs en 1995 à Madagascar (Razafindrakoto et Roubaud, 1996), puis étendue par la suite à d'autres pays africains, asiatiques et latino-américains. Ces expériences ont permis de tester la robustesse de l'approche, en termes de représentativité et de fiabilité des résultats. Sa validité scientifique est aujourd'hui

largement reconnue au niveau international (Razafindrakoto et Roubaud, 2006 ; Herrera et al., 2007). Le module GPS-SHaSA a été conçu pour s'insérer dans le cadre normatif adopté par l'Union africaine (Charte africaine sur démocratie, Protocole sur la sécurité, Agenda 2063, Mécanisme africain d'évaluation par les pairs ou MAEP², etc.) et par conséquent pour répondre au besoin de suivi de ses engagements. Mais les données produites peuvent aussi être utilisées à la fois au niveau national, en fonction des priorités locales, et au niveau international, notamment pour informer l'objectif de développement durable 16 (ODD16) sur la paix, la gouvernance et les institutions.

Si le module GPS-SHaSA constitue la source de données principale de cet article, nous mobiliserons à titre secondaire d'autres bases existantes au Cameroun ; au premier chef les trois vagues successives d'enquêtes Afrobaromètre réalisées en 2013, 2016 et 2018. Ces dernières nous permettront à la fois d'apprécier la cohérence et la robustesse des résultats mais aussi de fournir quelques éléments pour apprécier les dynamiques (de court terme) à l'œuvre. Deux points de méthode pour terminer cette section. D'abord et en dehors de ses aspects analytiques, la mise en regard des modules GPS-SHaSA avec les enquêtes Afrobaromètre fournit des éléments pour apprécier la fiabilité des résultats. Plus spécifiquement, elle permet de tester l'affirmation selon laquelle la gouvernance ne pourrait pas être mesurée de manière fiable par des enquêtes conduites par des institutions publiques, du fait d'un supposé manque d'indépendance de ces dernières. Une étude récente (Calvo et al., 2019), portant sur une dizaine de pays, montre que ce présupposé est faux : il n'existe aucun biais systématique en faveur du pouvoir en place dans les enquêtes conduites par les INS. Cette conclusion s'applique pleinement au cas du Cameroun.

Ensuite et plus fondamentalement pour cette étude, l'analyse de la « question anglophone » suppose que l'on soit capable de repérer les « anglophones » dans l'enquête et que le sous-échantillon ainsi constitué soit à la fois représentatif et en nombre suffisant pour fournir des mesures précises des indicateurs retenus. Le problème est d'autant plus exigeant en termes de données, que, comme on l'a souligné dans la section précédente, la partie anglophone est elle-même hétérogène : les populations du Nord-Ouest sont très différentes de celles du Sud-Ouest. L'enquête GPS-SHaSA est en fait la seule à ce jour à permettre de traiter cette question de manière satisfaisante. En effet, et la différence des enquêtes Afrobaromètre, elle est représentative au niveau des dix régions administratives du pays. Avec respectivement 459 et 389 observations pour chacune des deux régions, on peut non seulement calculer un agrégat fiable pour

² Le Mécanisme africain d'évaluation entre pairs (MAEP) est un instrument auquel adhèrent volontairement les États

membres de l'Union africaine en tant que mécanisme africain d'auto-évaluation.

l'ensemble anglophone, mais aussi distinguer légitimement ses deux parties, ce que n'autorisent en rien les enquêtes Afrobaromètre³. De plus, la situation du Cameroun offre un cadre quasi-expérimental idéal pour traiter le problème. En effet, les populations originaires de chacune des deux régions anglophones sont à la fois différentes entre elles et elles débordent sur deux régions limitrophes francophones. Ainsi, les *Grassfields* du Nord-Ouest appartiennent à la même famille linguistique et ethnique que les *Bamiléké* de l'Ouest. Symétriquement, les autochtones du Sud-Ouest peuplent également la région du Littoral voisine. *Bakweri* et *Douala* font partie du même ensemble *Sawa* (Monga, 2000) ; seule la fracture coloniale, arbitraire, sépare des deux sous-ensembles, ce qui en fait des points de comparaisons idéaux. D'ailleurs, l'hétérogénéité n'est pas propre à la partie anglophone ; elle est au moins aussi importante (sinon plus) en zone francophone (Roubaud, 1994). Encore une fois, la possibilité offerte par l'enquête GPS-SHaSA de désagréger les résultats par région (en distinguant milieux urbain et rural) est un atout unique pour nos analyses. Pour finir sur ces considérations méthodologiques, précisons que l'approche retenue ici s'appuie sur l'appartenance à une région ou une autre comme lieu de résidence. Ce choix, imposé par nos données, est par nature imparfait. Il ne nous permet pas d'appréhender le phénomène migratoire, par exemple les originaires anglophones qui résident en zone francophone et réciproquement. Heureusement ces flux

croisés restent secondaires et ne sont pas à même de remettre en question nos résultats les plus robustes. De plus, c'est bien à cette échelle régionale que la « question anglophone » est généralement posée. Ce qui ne nous empêchera pas d'affiner cette partition dans des travaux ultérieurs, quand les informations seront disponibles.

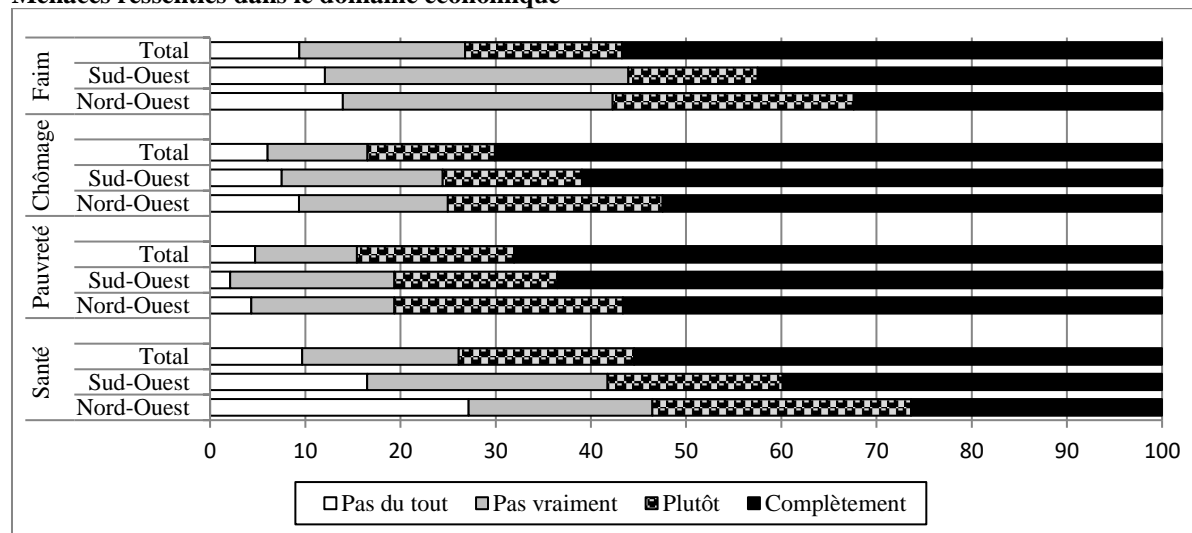
Quelle « question anglophone » ? Premiers regards sur les discriminations, la criminalité et l'insécurité

Une appréciation relativement plus favorable des conditions économiques ?

L'instabilité dans la zone anglophone est en train d'affecter durement l'économie dans la région. Mais on peut s'interroger sur la situation avant l'éclatement des troubles. Une des raisons mises souvent en avant dans la presse pour expliquer la crise est la marginalisation politique et économique des anglophones. Avant de s'intéresser à la façon dont les citoyens du Nord-Ouest et du Sud-Ouest jugent leur rapport au pouvoir politique, un coup de projecteur sur leur appréciation de leurs conditions de vie peut éclairer le diagnostic. Dans quelle mesure peut-on dire que les anglophones se sentent lésés sur le plan économique ?

Graphique 1

Menaces ressenties dans le domaine économique



Source : Module GPS-SHaSA 2014, INS ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : Est-ce que les menaces suivantes [de A à N] vous inquiètent actuellement, dans votre vie quotidienne ?

Le profil de pauvreté monétaire et les indicateurs fournis par la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4), à laquelle est greffé le module

GPS-SHaSA, montrent une situation très contrastée entre les deux régions (INS, 2015). L'incidence de la pauvreté en 2014 est faible dans le Sud-Ouest (18 %

³ En 2013 comme en 2016, les échantillons sont de 112 personnes pour le Nord-Ouest et de 88 pour le Sud-Ouest (respectivement 109 et 84 observations en 2017). Par

conséquent, les analyses complémentaires qui en seront tirées devront être prises avec les réserves de rigueur, comme des ordres de grandeurs plus que des estimations fiables.

contre 38 % au niveau national), alors qu'elle est très forte et s'est accrue dans le Nord-Ouest (passant de 51% à 55% de 2007 à 2014). Si on se réfère à cet indicateur, les anglophones appartiennent à deux régions économiques que tout oppose : le Sud-Ouest est l'une des plus riches (après les deux grandes villes de Douala et Yaoundé), tandis que le Nord-Ouest fait partie des plus pauvres (après l'extrême-Nord et le Nord qui comptent respectivement 74 % et 68 % de pauvres). Une étude récente de la Banque mondiale (2021) sur l'impact socio-économique de la crise confirme ce diagnostic⁴.

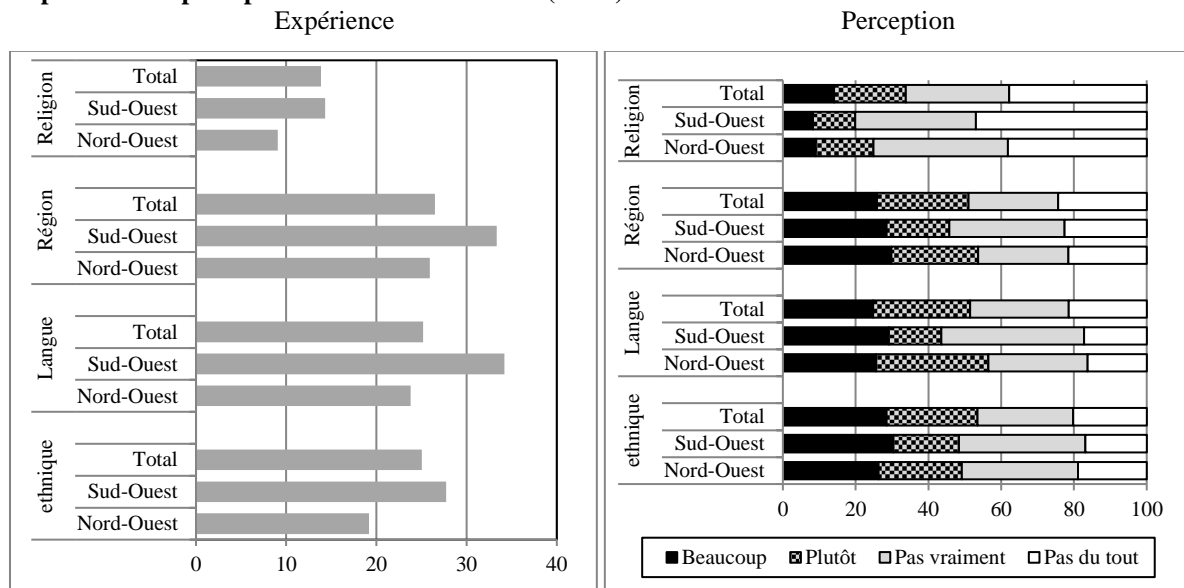
Paradoxalement, les habitants du Nord-Ouest, comme ceux du Sud-Ouest ressentent nettement moins les menaces liées au chômage, à la pauvreté, à la faim, ou aux risques de santé comparés au reste de la population du pays (Graphique 1). À titre d'illustration, alors que 57 % des camerounais déclarent s'inquiéter fortement au quotidien des menaces de la faim, ils sont beaucoup moins nombreux dans les régions anglophones (32 % dans le Nord-Ouest et 42 % dans le Sud-Ouest). Ces résultats tendent à infirmer l'existence à la fois d'un retard et d'un sentiment de marginalisation économiques (même si on constate des conditions objectivement plus difficiles dans le Nord-Ouest).

Les régions anglophones souffrent-elles plus de discriminations ?

Les performances économiques réelles comme l'inquiétude face aux risques économiques et sociaux, ne nous disent rien sur le sentiment d'être traités équitablement en tant que membres de la communauté nationale, notamment de la part des autorités. C'est pourtant à cette aune que les anglophones pourraient asseoir leurs revendications. Interrogés sur leurs expériences en matière de discriminations, la situation est contrastée. Les populations des deux régions anglophones ne semblent pas logées à la même enseigne. Si en moyenne, les habitants du Sud-Ouest se plaignent nettement plus souvent d'avoir été personnellement discriminés (surtout en fonction de leur langue et de leur origine régionale), ceux du Nord-Ouest en revanche sont moins souvent victimes de ces comportements discriminatoires que la moyenne nationale, y compris les régions francophones (Graphique 2). Au total, 68 % des anglophones se plaignent d'avoir dû subir au moins une forme de discrimination au cours de l'année, contre 60 % chez leurs homologues francophones. Ce résultat met plus en lumière un phénomène massif, généralisé à l'ensemble du pays, qu'un traitement inique ciblé sur les seuls ressortissants anglophones.

Graphique 2

Expériences et perceptions des discriminations (en %)



Source : Module GPS-SHaSA 2014, INS; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : Les gens sont parfois discriminés suivant leurs caractéristiques personnelles. Pensez-vous qu'il y a des discriminations liées à [cette caractéristique] ? Avez-vous été victime de ce type de discrimination ?

De plus, sur la base de leur propre expérience, ces derniers se déclarent un peu plus souvent victimes de discrimination (exclusivement due à une concentration de telles pratiques dans le Sud-Ouest). Leur perception

de la prégnance des discriminations dans le pays n'est pas significativement plus élevée que celles que dénoncent leurs concitoyens francophones. Ceux qui insistent sur l'importance des discriminations

⁴ « Prior to the crisis, the Northwest and Southwest regions did not lag behind the rest of the country in terms of economic and social outcomes » (World Bank, 2021).

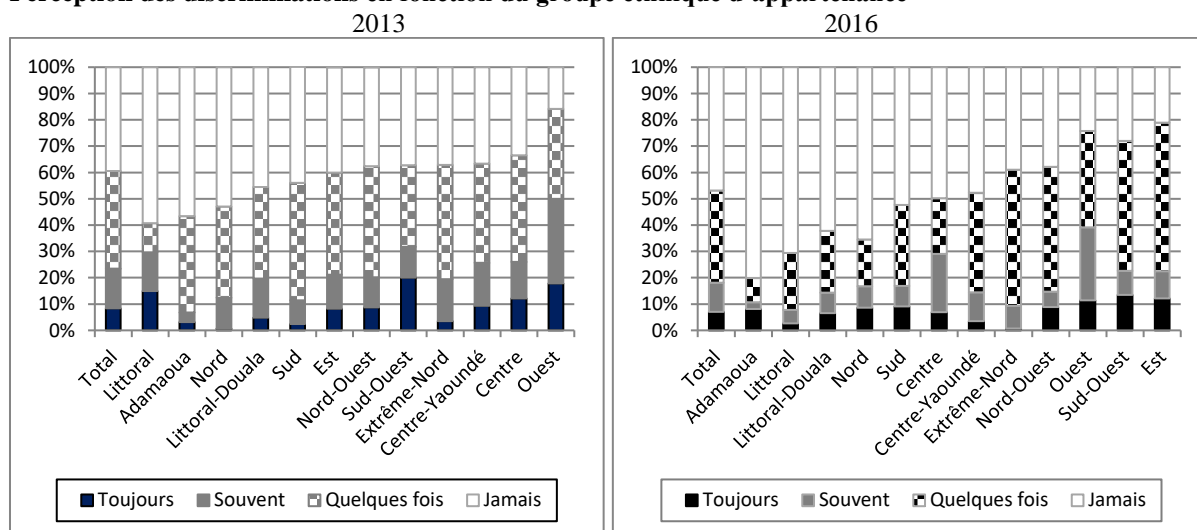
ethniques, régionales ou en fonction de la langue représentent 68 % des citoyens des régions anglophones et 66 % chez les francophones, des taux non significativement différents. Paradoxalement, les populations du Nord-Ouest qui ont été moins nombreuses à les subir directement ont une perception plus négative du phénomène (73 % considèrent que ces types de discrimination sont répandus). Ici, l'analyse confirme les grands classiques de la sociologie américaine sur la distinction entre « frustration absolue » et « frustration relative » (Merton, 1997).

Ce bilan contrasté de la situation des régions anglophones dans le concert national, qui ne nous permet pas à ce stade de confirmer l'existence d'une divergence radicale, est confirmée par les enquêtes

Afrobaromètre, dont on rappelle qu'à ce niveau de détail, il faut considérer leurs résultats plus comme des tendances globales que comme des résultats précis (voir plus haut, section 1.2). Quand il leur est demandé s'ils considèrent que leur groupe ethnique est traité injustement par le gouvernement, les résidents du Sud-Ouest et surtout du Nord-Ouest ne sont pas les plus nombreux à répondre par l'affirmative (Graphique 3). En 2013, ils étaient respectivement 32 % et 21 % à dénoncer ces pratiques (« toujours » ou « souvent »). En 2016, ces proportions avaient même régressé : elles n'étaient plus que de 22 % dans le Sud-Ouest et 15 % dans le Nord-Ouest, soit des taux très inférieurs à ceux observés dans l'Ouest, eux-aussi en régression (50 % en 2013 et 34 % en 2016), mais toujours de loin plus élevés.

Graphique 3

Perception des discriminations en fonction du groupe ethnique d'appartenance



Sources : Enquêtes Afrobaromètre 2013 et 2016 ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : A quelle fréquence est-ce que les [Insérez groupe ethnique du Répondant] sont traités injustement par le Gouvernement ?

Violences, insécurité et efficacité des forces de l'ordre : les régions anglophones se distinguent-elles ?

En mobilisant des données décrivant la situation deux ans avant les événements d'octobre 2016, on peut espérer décrypter le processus qui a progressivement conduit aux troubles qui secouent les régions anglophones. Il s'agit ici d'évaluer si la crise était latente et s'il est possible d'en identifier les prémisses avant qu'elle n'éclate. L'analyse de l'ampleur et de la nature des tensions intercommunautaires peut éclairer les éventuelles crispations entre différents groupes dans leur affirmation identitaire. Le niveau de tensions apparaît toutefois relativement limité en 2014 (Graphique 4). Certes, ils sont plus nombreux à invoquer des conflits dans leur localité dans le Nord-Ouest (19 %, avec un pic à 21 % en milieu rural) et en milieu rural dans le Sud-Ouest (17 % comparé à 11 % globalement au niveau national). Toutefois, d'une part, ces chiffres ne sont pas exceptionnels en comparaison

de ceux observés dans d'autres pays (30 % par exemple au Burundi et 25 % à Madagascar à la même période ; Razafindrakoto et al., 2016). D'autre part, les raisons mises en avant par la population pour expliquer ces tensions locales sont essentiellement les disputes territoriales ou les conflits agro-pastoraux pour le Nord-Ouest et la concurrence économique pour le Sud-Ouest. Ces raisons ne semblent pas avoir trait directement aux origines régionales ou aux différences linguistiques, opposant les communautés anglophones aux francophones ou aux autorités.

Mais c'est surtout la faiblesse relative des menaces ressenties qui vient conforter l'idée que le climat était plutôt calme avant la crise. Si au niveau national, 46 % de la population se déclare inquiète (« très » ou « plutôt ») par des violences intracommunautaires l'année de l'enquête, ils ne sont que 32 % dans le Nord-Ouest et 25 % dans le Sud-Ouest. De même, 64 % de l'ensemble de la population du pays s'inquiète des menaces de conflits armés, mais les répondants se

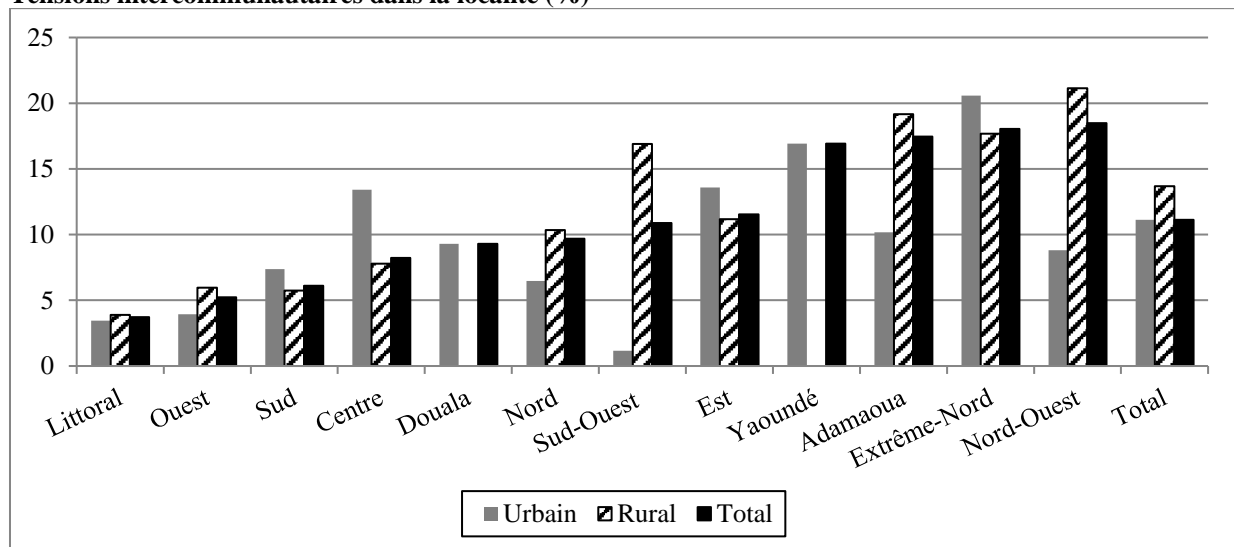
montrent plus sereins dans les deux régions anglophones (respectivement 41 % et 38 %).

L'incidence de la criminalité confirme l'état des lieux plutôt positif pour les régions anglophones (Tableau 1). Elles se situent dans ce domaine en-dessous de la moyenne nationale : respectivement 24 % et 27 % des habitants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest déclarent avoir été victimes d'au moins une forme d'atteinte aux biens ou aux personnes (contre 29 % en moyenne pour l'ensemble du pays). Parallèlement au niveau réel d'insécurité - tel qu'il est vécu par les citoyens, il convient de mesurer le sentiment d'insécurité, les deux

dimensions (expérience et perception) entretenant des liens complexes. Les résultats abondent et convergent toujours dans le même sens en ne relevant aucun indice particulièrement négatif pour les régions anglophones. Ces dernières ne se démarquent pas du reste du pays dans leur perception des risques de criminalité (que mettent en avant 29 % des anglophones contre 28 % au niveau national). Si le Nord-Ouest se différencie du Sud-Ouest avec une population plus anxieuse, au total, les menaces de violence criminelle sont nettement plus faiblement ressenties dans la zone anglophone (37 % seulement s'en inquiètent contre 60 % au niveau national).

Graphique 4

Tensions intercommunautaires dans la localité (%)



Source : Module GPS-SHaSA 2014, INS ; calculs des auteurs.

La question est formulée comme suit : De nos jours, y a-t-il des tensions, des conflits ou des violences entre les différents groupes vivant dans votre localité ?

Dans une perspective plus large, le niveau de violence - qui ne se limite pas à la criminalité - et le sentiment d'insécurité dépendent pour une large part du comportement et des performances des forces de l'ordre (armée et police). Dans ce domaine et comme précédemment, le bilan est de nouveau mitigé (Tableau 2). Une majorité (56 %) de la population des deux

régions anglophones affiche sa confiance dans l'État pour assurer sa protection et un peu moins de la moitié (47 %) juge les forces de l'ordre efficace. Le Nord-Ouest se distingue avec des avis plus négatifs (les pourcentages correspondants sont respectivement de 50 % et 42 %). Ils sont systématiquement plus critiques que la moyenne nationale (69 % et 57 %).

Tableau 1

Incidence de la criminalité et du sentiment d'insécurité (%)

En %	Total	Total Hors 2 grandes villes	Ouest	Littoral	Nord- Ouest	Sud- Ouest
Atteintes aux biens et aux personnes :						
Incidence : Victimes d'au moins une forme (vol, effraction, agression, etc.)	28,6	25,9	20,5	28,8	27,3	23,9
Sentiment d'insécurité au quotidien :						
Menace ressentie : violence criminelle	59,6	57,8	62,5	47,5	44,0	29,3
Risque d'être victime de criminalité	27,7	27,4	21,7	29,9	34,3	23,0

Source : Module GPS-SHaSA, 2014, INS ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : Au cours de 12 derniers mois, avez-vous vécu l'une des situations suivantes ? Est-ce que les menaces suivantes vous inquiètent actuellement, dans votre vie quotidienne ? Estimez-vous probable que vous soyez victime de criminalité ?

Finalement, les habitants des deux régions ne se démarquent pas significativement du reste de la population quant au sentiment général d'insécurité. 69 % des anglophones déclarent se sentir globalement en sécurité contre 72 % au niveau national. Il s'avère toutefois qu'ils sont plus souvent les cibles de discriminations de la part des forces de l'ordre. Ainsi, 43 % des anglophones déclarent en avoir été victimes, soit un taux très élevé et surtout plus marqué qu'ailleurs (30 % au niveau national). De plus, les ressortissants du Sud-Ouest subissent plus fortement la corruption des

forces de l'ordre. 22 % déclarent en avoir été personnellement victimes contre 14 % au niveau national. Logiquement, c'est en zone anglophone que la dénonciation des discriminations pratiquées par les forces de sécurité (trois-quarts des habitants s'en font l'écho, contre 62 % pour l'ensemble du pays) et de leur corruption (autour de 90 % contre 84 %) est la plus massive. Ces résultats ne sont pas sans conséquence, comme on le verra plus loin, sur le niveau de confiance à l'égard des forces de l'ordre (armée et police).

Tableau 2

Efficacité réelle et perçue des forces de l'ordre (%)

En %	Total	Total hors 2 grandes villes	Ouest	Littoral	Nord-Ouest	Sud-Ouest
Discrimination par forces de l'ordre (perception)	62,1	59,4	59,1	65,6	74,2	76,3
Discrimination par forces de l'ordre (expérience)	30,1	30,8	31,0	28,7	39,4	48,1
Corruption des forces de l'ordre (perception)	83,5	81,0	83,7	89,1	93,1	89,8
Corruption des forces de l'ordre (expérience)	14,2	12,4	11,6	11,5	9,2	21,5
Efficacité globale des forces de l'ordre	56,5	58,0	60,2	55,8	42,3	53,3
Confiance en l'État pour la protection	69,0	72,2	68,7	59,8	49,9	64,0
Sentiment général de sécurité	72,0	73,1	79,5	79,9	70,2	66,4

Source : Module GPS-SHaSA, 2014, INS ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre dans ce pays sont efficaces dans la résolution des problèmes de sécurité ? Pensez-vous que les forces de l'ordre de ce pays font de la discrimination ? Avez-vous déjà été victime de discrimination du fait de ... (ici groupe ethnique) ? Dans quelle mesure les forces de l'ordre sont-elles impliquées dans la corruption ? Faites-vous confiance à l'État pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence ? Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez en sécurité ?

Un sentiment profond d'insatisfaction à l'égard du pouvoir : institutions, régime politique et identité nationale

Si sur de nombreux aspects les anglophones ne se distinguent pas substantiellement de leurs homologues francophones (ils ne vivent pas des difficultés plus aigües au quotidien, ni ne se montrent pas forcément plus négatifs), en revanche il est un domaine où la « question anglophone » prend corps : leur défiance massive à l'égard du pouvoir et des institutions publiques.

Interrogés sur la confiance qu'ils accordent à différentes entités publiques, émanations directes du pouvoir, les habitants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se montrent systématiquement plus critiques que ceux des autres régions. La graphique 5 illustre ce fait pour l'administration en général (Graphique 5). Au niveau national, le sentiment de défiance est majoritaire. Certes, six personnes sur dix déclarent soit ne faire « jamais confiance » (18 %) ou seulement « parfois confiance » (42 %) aux services de l'administration

pris dans leur ensemble. Mais c'est le cas de 79 % dans le Nord-Ouest (respectivement 24 % et 55 %), et 75 % au Sud-Ouest (respectivement 20 % et 55 %) soit les taux observés les plus élevés du Cameroun. Plus grave encore, le rejet n'est pas seulement la marque d'un parti-pris ou d'une idée préconçue. En effet, il est encore plus massif chez ceux qui ont interagi réellement avec les services de l'État. Ainsi, parmi ceux qui ont été en contact avec l'administration au cours de l'année, ils sont respectivement 84 % et 82 % (pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest) à s'en défier. Ils sont d'ailleurs les seuls dans ce cas de figure. Dans toutes les autres régions, l'appréciation de ceux qui ont forgé leur opinion sur des expériences effectives est systématiquement plus positive que ceux qui s'en font une idée sans y avoir été personnellement confrontés (au moins dans l'année).

Cette méfiance généralisée se retrouve pour toutes les institutions détaillées dans le questionnaire, tout particulièrement les secteurs régaliens : justice, police, armée et administration fiscale (Graphique A1 en annexe). Les écarts les plus marqués touchent les forces de sécurité. 81 % des habitants du Nord-Ouest et 75 % au Sud-Ouest se méfient de la police, contre « seulement » 63 % au niveau national et 67 % pour le Sud, la région francophone la plus défiante. La situation

d'ensemble est meilleure pour l'armée puisque 66 % lui accordent leur confiance. Mais ça n'est le cas que de 43 % au Sud-Ouest et à peine 30 % au Nord-Ouest, où la méfiance domine largement. Cette fois, c'est l'Extrême-Nord qui suit les régions anglophones avec une population partagée en deux : 51 % font confiance aux forces armées.

Parmi les institutions identifiées dans l'enquête, les secteurs sociaux (éducation et santé) montrent un profil différent. Globalement et dans des proportions similaires, près de deux personnes sur trois leur accordent leur confiance (« toujours » ou « souvent »). Néanmoins, leur appréciation est très contrastée chez les anglophones. Alors que les services de santé publique sont particulièrement bien appréciés (jusqu'à 71 % des habitants du Nord-Ouest les plébiscitent, soit la deuxième région la plus favorable du pays), tel n'est pas le cas du système éducatif. Si les deux régions anglophones lui font majoritairement confiance (à raison de plus de 60 %), elles se situent néanmoins parmi les régions les plus critiques (avec l'Ouest). Ce jugement sévère s'explique aisément par les griefs récurrents à l'encontre des tentatives de « franciser » l'enseignement public (curricula et personnels). L'éducation fut, avec la justice, l'un des deux premiers secteurs à déclencher le mouvement de contestation de 2016 (voir section 1).

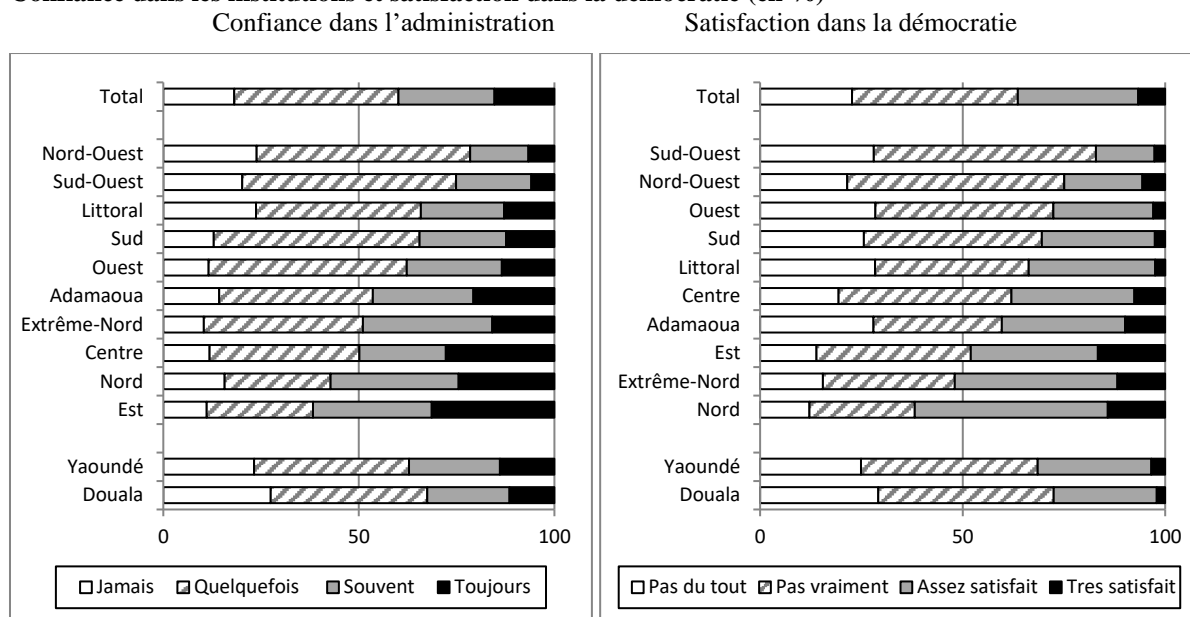
Ce sentiment désabusé à l'égard de l'appareil d'Etat reflète en fait une critique générale du régime en place. Elle se manifeste par un jugement extrêmement sévère sur le fonctionnement de la démocratie dans le pays (Graphique 5). Cette fois, la palme revient au Sud-Ouest. 28 % des résidents considèrent que la démocratie ne fonctionne « pas bien du tout », tandis

que 55 % affirment qu'elle fonctionne « plutôt mal », soit un total de 83 % d'opinions négatives. Le Nord-Ouest n'est pas en reste et arrive en deuxième position, trois adultes sur quatre se plaignant de dysfonctionnements démocratiques, généralisés ou sévères (respectivement 22 % et 54 %). L'insatisfaction massive à l'égard du fonctionnement démocratique trouve une traduction directe en termes de défiance à l'encontre des institutions politiques du pays comme l'illustre le graphique A2 en annexe. Une nouvelle fois, les deux régions anglophones sont à la pointe pour décrier aussi bien l'Assemblée nationale que la Commission électorale nationale. Les médias publics sont également aux premières loges de la défiance.

Comme on pouvait s'y attendre, le déclenchement de la crise et son traitement par le pouvoir ont considérablement dégradé la situation. Dans quasiment tous les domaines liés au fonctionnement démocratique, on assiste à un effondrement de l'appréciation des anglophones comme en attestent les données Afrobaromètre de 2018 (Lazar, 2019). Par exemple, alors qu'en 2016 52 % d'entre eux jugeaient que le Cameroun est une démocratie (42 % chez les francophones), il n'était plus que 12 % en 2018 (alors que cette proportion avait même augmenté à 45 % chez les francophones). La confiance notamment dans l'armée et la police est en chute libre. Autre illustration de cette fracture, en 2018, 81 % des anglophones déclaraient qu'ils jouissaient de moins de libertés qu'il y a quelques années contre seulement 22 % chez les francophones, dont 53 % affirmaient même qu'ils avaient plus de liberté.

Graphique 5

Confiance dans les institutions et satisfaction dans la démocratie (en %)



Source : Module GPS-SHaSA 2014, INS ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : En général, êtes-vous satisfait de la manière dont fonctionne la démocratie au Cameroun ? Faites-vous confiance aux institutions suivantes [liste] ?

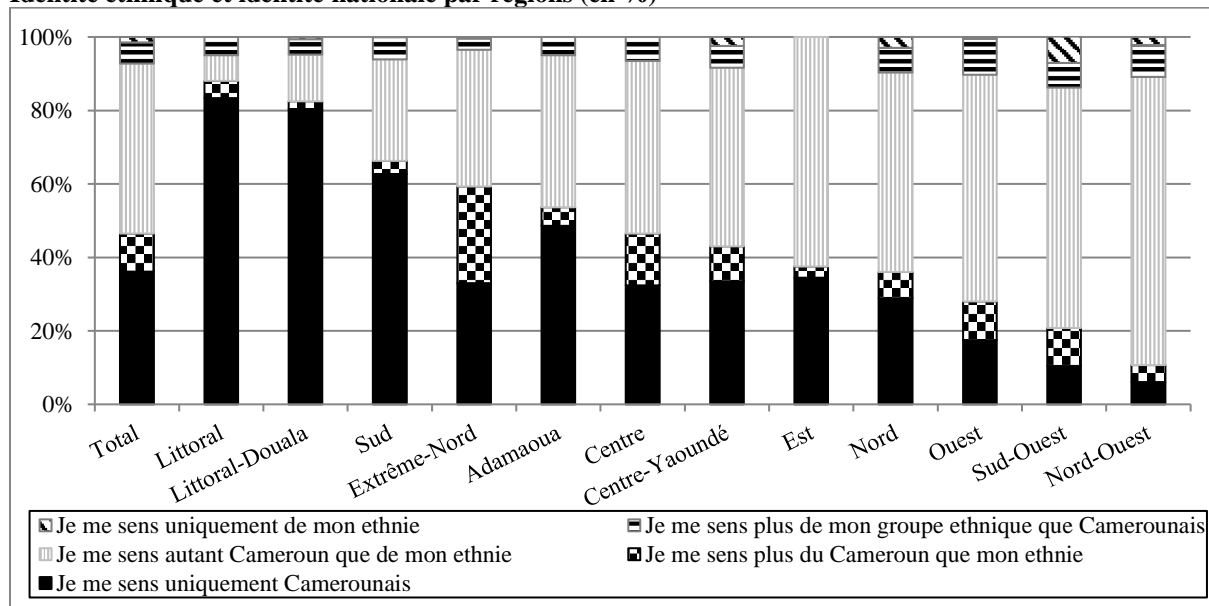
Ces perceptions négatives de défiance et d'insatisfaction font clairement peser un risque à la nation camerounaise. Il apparaît d'autant plus menaçant que, se considérant comme des citoyens de seconde zone, mal-aimés du pouvoir, les anglophones pourraient être incités à se détourner de la communauté nationale. Cette hypothèse n'est pas seulement une conjecture, mais peut être directement validée dans les enquêtes. Lorsqu'on leur demande à quelle communauté ils se sentent les plus fiers d'appartenir, les anglophones sont de loin les moins nombreux à se revendiquer Camerounais avant tout (Graphique 6). En 2013, à peine 10 % au Sud-Ouest et 6 % au Nord-Ouest disent « *Je me sens uniquement Camerounais* », contre 36 % au niveau national. Même si on y ajoute ceux qui, tout en reconnaissant l'importance de leur affiliation ethnique, placent leur identité nationale au-dessus, seule une petite minorité place cette dernière au premier rang (respectivement 20 % et 11 %), alors qu'ils sont près de la moitié dans la population de l'ensemble du pays et jusqu'à 88 % chez leurs homologues du Littoral. Dans l'ordre de l'attachement complexe à l'identité nationale, ce sont les résidents de la région de l'Ouest qui se montrent les plus partagés en zone francophone, mais dans une moindre mesure. Incidemment, ces résultats mettent en lumière l'existence d'une question « *Bamiléké* », mise en avant par de nombreux auteurs (Onana, 2005), que la crise

politique dérivée de l'élection présidentielle de 2018 est venue aggraver.

Ces résultats appellent néanmoins deux commentaires additionnels. Premièrement, nous ne sommes pas en mesure de conclure sur l'interprétation de la dynamique : est-ce parce que les anglophones sont historiquement moins attachés au pays, qu'ils sont aussi plus critiques à l'égard du pouvoir, ou au contraire, est-ce parce qu'ils perçoivent une inégalité de traitement qu'ils sont incités à se détacher de la communauté nationale ? Nous ne disposons malheureusement pas de données dans le temps pour nous permettre de trancher sur le sens de la causalité. Deuxièmement, et c'est probablement le fait le plus important et positif pour l'avenir du Cameroun, le moindre attachement des anglophones à l'identité nationale ne se traduit pas par le primat d'une quelconque identité ethnique, mais par un équilibre entre les deux. Ainsi, à peine 7 % des ressortissants du Sud-Ouest, et juste 2 % de ceux du Nord-Ouest affirment qu'ils « *se sentent uniquement de leur ethnie* », tandis que 7 % et 9 % respectivement font passer leur groupe ethnique avant leur identité nationale. C'est à peine plus que la moyenne nationale. En fait, les anglophones se caractérisent avant tout par une proportion massive, la plus élevée de toutes les régions, à s'identifier « *autant du Cameroun que de leur ethnie* » (à 65 % et 87 % respectivement).

Graphique 6

Identité ethnique et identité nationale par régions (en %)



Source : Enquête Afrobaromètre 2013 ; calculs des auteurs.

En 2018, date de la dernière enquête Afrobaromètre dont les données sont disponibles, le sentiment d'appartenance nationale s'est maintenu à un niveau très bas chez les ressortissants du Sud-Ouest (16 %), mais il a diminué sensiblement chez ceux du Nord-Ouest, pour descendre à moins de 6 %. Plus grave, ce délitement fait tache d'huile en zone francophone, au premier chef dans les régions de Douala et du Littoral,

Ainsi, en 2013 ces deux régions étaient les plus « patriotiques » avec plus de 80 % de leurs résidents se déclarant avant tout Camerounais (exclusivement ou principalement). En 2018, ce chiffre ne dépasse plus 50 %, soit un recul de plus de 30 points. Il n'est bien sûr pas légitime d'imputer cette baisse à la seule crise en région anglophone, mais il est clair que cette dynamique de repli sur les identités ethniques menace

l'unité nationale. Les premiers résultats de la dernière enquête Afrobaromètre conduite début 2021 dont les données ne sont pas encore accessibles qui font état d'une baisse de 15 points de pourcentage de l'identification nationale en trois ans (de 35 % à 20 %) en sont la manifestation la plus récente (Fansi et Mounkala, 2021).

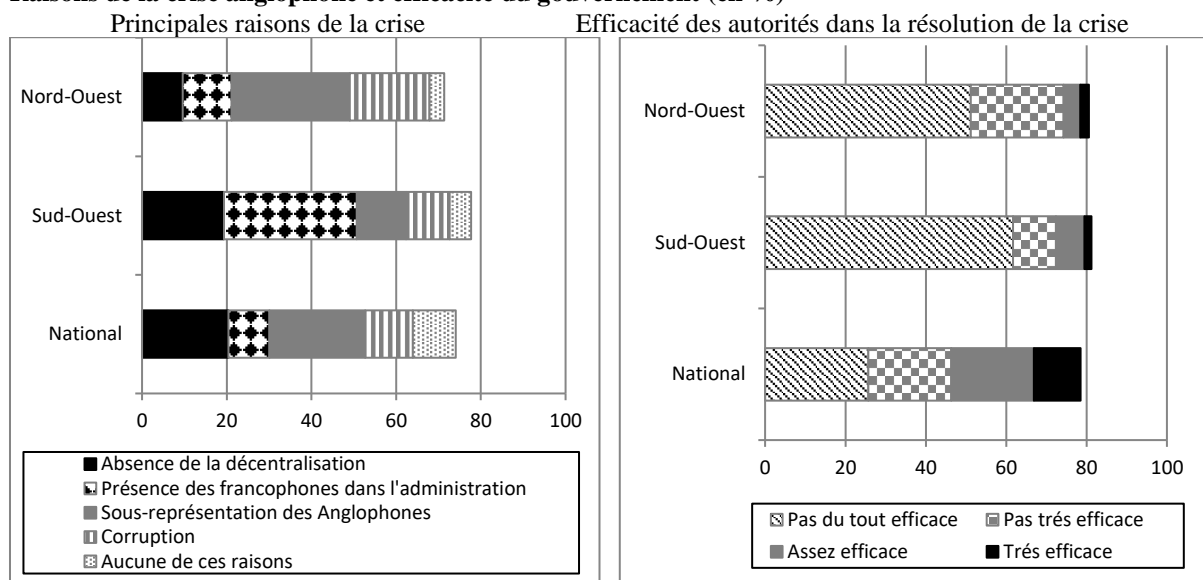
D'ailleurs la crise anglophone a été jugée suffisamment grave pour que l'équipe camerounaise de l'enquête insère deux questions spécifiques à ce sujet dans l'enquête de 2018 : sur les raisons de la crise et sur l'efficacité du gouvernement dans sa résolution. En premier lieu, parmi les modalités proposées, la sous-représentation des anglophones dans l'administration (et son pendant, la présence des francophones) est massivement décriée par 40 % des deux régions. Mais ce problème est également reconnu par l'ensemble du pays, puisqu'ils sont un tiers à l'invoquer au niveau

national. Dans le Nord-Ouest, la corruption est particulièrement dénoncée (20 %). On notera qu'environ un quart de la population, anglophone ou francophone n'a pas répondu à la question, essentiellement parce qu'ils déclarent ne pas connaître l'origine du problème.

En second lieu, les autorités sont massivement décriées pour leur incapacité à régler la crise. Ainsi les trois quarts des ressortissants des régions anglophones les jugent soit très inefficaces soit inefficaces, une critique particulièrement virulente dans le Sud-Ouest. Il convient de noter que si les anglophones sont plus nombreux à se plaindre, c'est l'ensemble des citoyens qui doute de la capacité ou de la volonté des autorités à trouver une issue à la crise, puisque si un tiers de la population les trouve plutôt efficaces, une majorité de 47 % est convaincue du contraire.

Graphique 7

Raisons de la crise anglophone et efficacité des autorités (en %)



Source : Enquête Afrobaromètre 2018 ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : *Quelle est la cause principale de la crise dans les régions anglophones ? Le gouvernement est-il efficace dans la résolution de la crise ?*

Conclusion

En établissant un état des lieux partant de l'expérience et de la perception des citoyens en matière de gouvernance et de sécurité avant le début des troubles qui ont éclaté à la fin 2016, cet article s'est employé à éclairer les soubassements de la crise anglophone. Sur le front méthodologique, nous montrons le bien-fondé de l'outil d'enquête GPS. La nature des problèmes portant essentiellement sur les questions de gouvernance, seul ce type d'approche permet de les identifier. La nouvelle vague d'enquêtes GPS réalisée en 2021 viendra en conforter la validité et enrichir le diagnostic porté sur l'évolution de la situation.

Sur le front analytique, les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'apparaissent initialement pas

systématiquement « brimées », du point de vue socio-économique, par rapport à leurs homologues francophones. Il convient d'ailleurs de noter que bien que regroupées ici pour les besoins de l'étude, elles ont des caractéristiques économiques très différenciées dans de nombreux domaines, qui les rapprochent plus d'autres régions que d'un ensemble anglophone homogène. Leurs performances économiques, ou en matière de respect des droits civils et politiques, ne se démarquaient pas toujours par des résultats significativement plus négatifs que le reste du pays. En 2014, le bilan était même plutôt plus favorable en termes de criminalité ou de sentiment d'insécurité de tous ordres (économiques ou sécuritaires). Toutefois, ce diagnostic est à nuancer. Les avis des anglophones étaient plus critiques sur un certain nombre de points. En témoigne la dénonciation du comportement et de

l'efficacité des forces de l'ordre, et en particulier, des discriminations dont ces dernières sont déclarées responsables.

Si la situation économique et sécuritaire était contrastée et ne permettait pas d'identifier l'existence d'un « problème anglophone » ancré dans des pratiques discriminatoires systématisées (au moins au déclenchement de la crise), elle s'accompagnait en revanche d'un sentiment de profonde insatisfaction des deux régions anglophones à l'égard des autorités du pays et de l'appareil d'État. Au vu du niveau et de l'étendue de la défiance à l'égard du pouvoir et des différentes institutions étatiques, il ressort clairement que la « question anglophone » n'est pas seulement mise en épingle par un groupe minoritaire d'agitateurs politiques mais elle reflète un sentiment très largement partagé par les populations des régions concernées. Certes, à l'image des acteurs plaçant la cause anglophone, divisés quant à leur revendication, la situation n'est pas homogène et les difficultés vécues ou simplement perçues ne sont pas uniformes, entre les deux régions, et à l'intérieur de chacune. Si la marginalisation de la zone anglophone ne se traduisait pas forcément clairement en termes économiques, le sentiment de relégation dans l'ensemble national était une réalité incontournable. Il s'accompagnait d'une défiance massive par rapport aux institutions publiques et au système politique. En d'autres termes, c'est le mépris du régime de Yaoundé pour les spécificités linguistiques, culturelles, politiques et historiques des régions anglophones qui était la source principale du malaise anglophone, au-delà de facteurs économiques, sociaux dont l'analyse ne montre aucun syndrome anglophone spécifique.

Le mécontentement réel et partagé par la grande majorité des habitants de la zone anglophone ne saurait être ignoré. C'est d'autant plus nécessaire que, si à l'origine, les anglophones n'étaient pas toujours dans une position défavorable, tel n'est plus le cas aujourd'hui. Après cinq ans de crise ouverte, tous les indicateurs sont passés au rouge : la confiance s'est effondrée et les impacts socio-économiques sont massifs. Les griefs doivent donc impérativement être pris en compte par quiconque souhaiterait sincèrement résoudre durablement le problème. Plutôt qu'une fin de non-recevoir, voire le confinement dans une stratégie purement répressive, l'ouverture d'un dialogue avec l'ensemble des acteurs pouvant représenter la population des deux régions est un préalable susceptible d'éviter que la situation ne s'aggrave encore. Ces interlocuteurs ne se limitent pas à ceux qui sont actifs dans la rébellion et qui s'expriment par la violence. Dans tous les cas, la situation actuelle montre que si les origines de la crise remontent loin dans le passé (colonial), cette crise perdure. La stratégie adoptée jusqu'à ce jour, notamment la mise sous le boisseau de la question dans l'espoir que les ressentiments disparaissent, n'a pas permis de la résorber, bien au contraire. Reconnaître les racines historiques du conflit et le sentiment diffus qu'expriment aujourd'hui de façon de plus en plus explicite les anglophones de ne pas pouvoir faire entendre leurs voix, avec des manifestations chaque jour plus violentes, tel est le défi auquel les autorités sont confrontées. Ce n'est rien moins que l'avenir de la nation camerounaise qui est en jeu.

Références bibliographiques

Aerts J.-J., Cogneau D., de Monchy G., Herrera J. et Roubaud F. (2000), *L'économie camerounaise : un espoir évanoui*, Karthala, col. Les Afriques, Paris.

BAD (2021), *Performances économiques en Afrique 2021*, Banque africaine du développement, Abidjan.

Bayart J.-F. (1985), *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de Sciences Po, 2^e édition.

Calvo T., Razafindrakoto M. and F. Roubaud (2019), "‘Fear of the state’ in governance surveys? Empirical evidence from African countries", *World Development* 123.

Chauvin S. (2012), « Cameroun : les enjeux de la croissance », *Macro-économie et Développement* No.6, AFD, Paris, Novembre.

Eboko F. et P. Awondo (2018), *Cameroun : l'Etat stationnaire*, Politique Africaine, 2018/2, No.150, Dossier spécial.

Fansi F. et R. Mounkala (2021), *Plus d'unité que de division ? Au Cameroun, les avis sont partagés*, Dépêche Afrobarometer No. 479, septembre.

Herrera J., Razafindrakoto M. and F. Roubaud (2007), "Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America", *International Statistical Review*, 75(1), 2007, p.70-95.

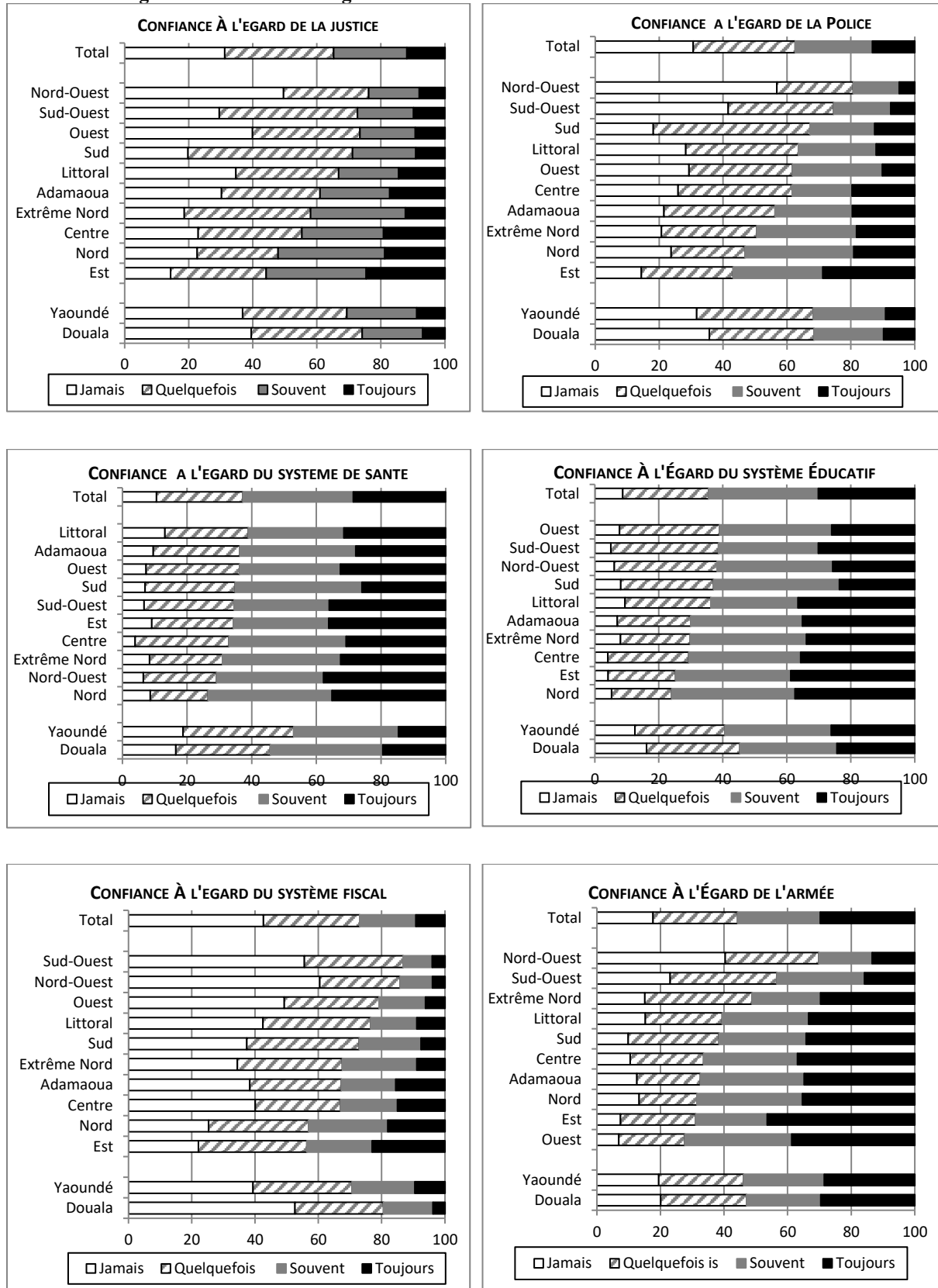
ICG (2017), « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *Rapport Afrique* No. 250, International Crisis Group, Bruxelles, août.

- ICG (2019)**, « Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers », *Rapport Afrique* No.272, International Crisis Group, Bruxelles, mai.
- ICG (2020)**, « Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne », *Rapport Afrique* No.295, International Crisis Group, Bruxelles, décembre.
- INS (2015)**, *Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM4) : tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014*, Institut National de la Statistique, Yaoundé, décembre.
- INS (2016)**, *Statistiques sur la gouvernance, de la paix et de la sécurité au Cameroun en 2014*, Institut National de la Statistique, DIAL, PNUD, Yaoundé.
- Jacques B. (1972)**, *Les Camerounais occidentaux : la minorité d'un Etat bicommunautaire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Joseph R. A. (1977)**, *Radical Nationalism in Cameroon*, Oxford University Press, Oxford. Traduction, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, (préface de Jean-François Bayart), Paris, Karthala.
- Kamé B.P. (2018)**, *La crise anglophone au Cameroun*, L'Harmattan, Paris.
- Kenfo J. T. (2017)**, « Le « problème anglophone » au Cameroun. La réponse par le processus participatif au développement territorial », *Thinking Africa*, Note de Recherche No.29, juillet, pp. 1-14.
- Koenings P. and F. B. Nyamnjoh (2003)**, *Negotiating an Anglophone Identity*, Brill Editions, Leiden.
- Lazar M. (2019)**, *Cameroon's Linguistic Divide Deepens to Rift on Questions of Democracy, Trust, National Identity*, Afrobarometer Dispatch 283, mars.
- Le Vine V. T. (1987)**, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence africaine, 1984
- Médard J.-F. (1991)**, *Etats d'Afrique*, Karthala, Paris.
- Merton R. K. (1997)**, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin.
- Monga Y. (2000)**, "Au village": Space, culture and politics in Cameroon", *Cahiers d'Etudes Africaines* 160, 2000, pp. 723-749.
- Nyamnjoh F. B. (1999)**, "Cameroon: A Country United by Ethnic Ambition and Difference", *African Affairs*, 98(390): 101-118, 1999.
- Nyamnjoh F. B. (2017)**, *Literature list on the Anglophone crisis and Internet shutdown in Cameroon*.
- OCHA (2019)**, *Cameroon: North-West and South-West*, Situation Report 12. New York: OCHA.
- Onana J.-B. (2005)**, « Bamiléké vs Cameroun ? », *Outre-Terre*, vol. 11, No.2, 2005, pp. 337-344.
- Razafindrakoto M. et F. Roubaud (2015)**, « Les modules Gouvernance, Paix et Sécurité dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (GPS-SHaSA) : développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Statéco* No.109, 2015, p.122-158.
- Razafindrakoto M. and F. Roubaud (2006)**, « Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from the 1-2-3 surveys in francophone Africa », *African Statistical Journal*, Vol. 2, May 6, p. 43-82.
- Razafindrakoto M. et F. Roubaud (1996)**, « Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'Etat et de l'économie », *Politique africaine*, No.61, p.54-72.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. et E. Sentamba (2016)**, « Expériences, perceptions et aspirations citoyennes à l'aube de la crise au Burundi », *Revue Tiers Monde*, No.228, p. 67-100.
- Roubaud F. (1994)**, « La question ethnique sur le marché du travail à Yaoundé : discrimination ou solidarité », DIAL Document de travail, DT/1994-13, Paris.
- Roubaud F. (1994)**, « Le " modèle " de développement camerounais 1965-1990 : de la croissance harmonieuse à la crise structurelle », in G. Courade (dir.), *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, chapitre 2, Karthala, Paris, pp. 52-72.
- World Bank (2021)**, *The Socio-Political Crisis in the Northwest and Southwest Regions of Cameroon: Assessing the Economic and Social Impacts*, World Bank Editions, Washington.

ANNEXES

Graphique A1

Confiance à l'égard des institutions régaliennes et des services sociaux

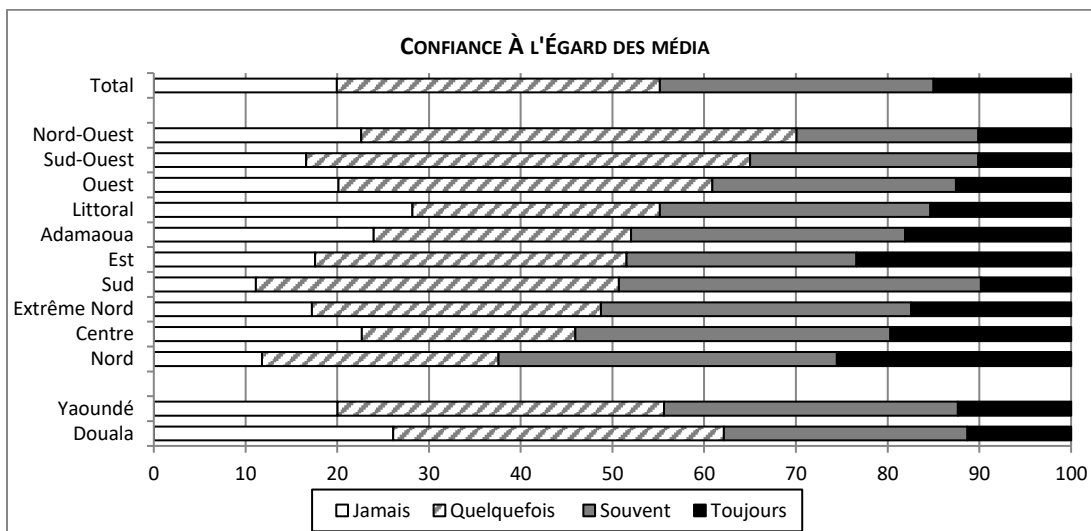
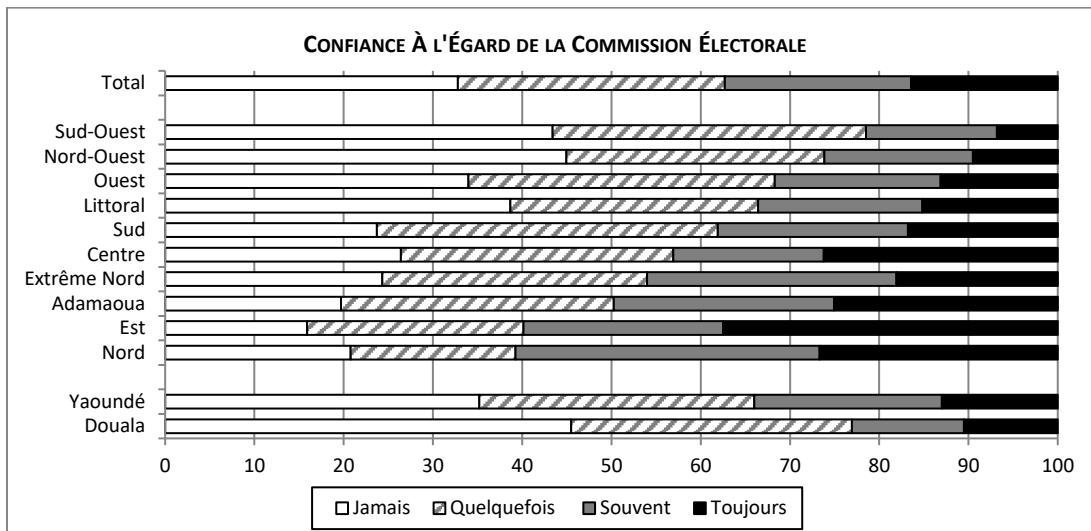
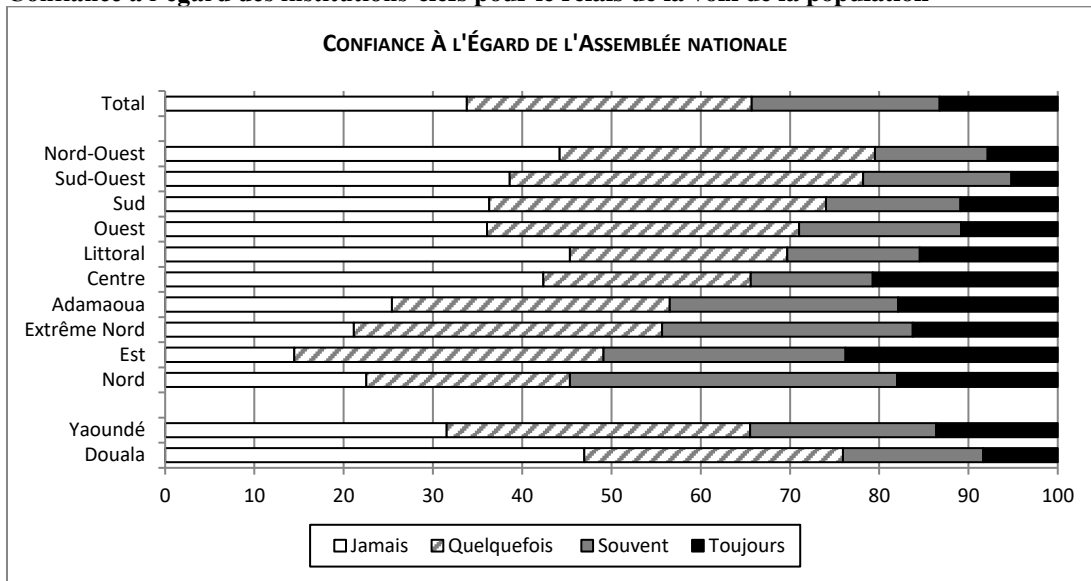


Source : Module GPS-SHaSA 2014, INS ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : Faites-vous confiance aux institutions suivantes [liste] ?

Graphique A2

Confiance à l'égard des institutions-clés pour le relai de la voix de la population



Source : Module GPS-SHaSA 2014, INS; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : Faites-vous confiance aux institutions suivantes [liste] ?